

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

□ Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE

19 fév. Décret n° 2014-40 fixant les conditions de survol et d'atterrissage des aéronefs étrangers sur le territoire congolais..... 383

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

- Révocation..... 383
- Nomination..... 383

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCES -

- Annonces légales..... 387
- Déclaration d'associations..... 388

PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE

Décret n° 2014 - 40 du 19 février 2014 fixant les conditions de survol et d'atterrissage des aéronefs étrangers sur le territoire congolais

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago, le 7 décembre 1944 ;

Vu le traité instituant la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale;

Vu le règlement n° 07-12-UEAC-066-CM-23 du 22 juillet 2012 portant adoption du code de l'aviation civile des Etats membres de la CEMAC ;

Vu l'ordonnance n° 14-77 du 30 mai 1977 relative aux immunités et privilèges consulaires et diplomatiques

Vu le décret n° 2009-389 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande ;

Vu le décret n° 2010-825 du 31 décembre 2010 portant réglementation de la sécurité aérienne ;

Vu le décret n° 2010-830 du 31 décembre 2010 portant réglementation de la navigation aérienne ;

Vu le décret n° 2012-328 du 12 avril 2012 portant réorganisation de l'agence nationale de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décrète :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret fixe les conditions de survol et d'atterrissage des aéronefs ne se livrant pas aux services aériens réguliers, sur le territoire congolais.

Article 2 : Les lois et règlements en vigueur en République du Congo en matière d'aviation civile sont applicables aux aéronefs étrangers se trouvant dans l'espace aérien congolais ou à l'intérieur du territoire congolais aux fins d'escale technique ou commerciale.

Article 3 : Le droit de survol et d'atterrissage est accordé à tout aéronef immatriculé dans un Etat membre de l'organisation de l'aviation civile internationale ou par une organisation internationale, à l'exception des aéronefs d'Etat et des aéronefs employés pour les services aériens internationaux qui ne peu-

vent se prévaloir d'accords aériens particuliers signés avec la République du Congo.

Article 4 : Les aéronefs immatriculés dans un Etat étranger n'ayant pas adhéré à la convention relative à l'aviation civile internationale et qui n'a pas d'accord aérien avec la République du Congo sont assimilés aux aéronefs d'Etat étranger.

Article 5 : Au sens du présent décret, on entend par :

a) Aéronef d'Etat : tout aéronef appartenant à l'Etat et utilisé pour le service militaire, de douanes, de police ou affecté de manière exclusive à un service public;

b) Aéronefs civils : les aéronefs ne rentrant pas dans la catégorie définie au point a ci-dessus ;

c) Autorisation de survol : acte par lequel l'autorité nationale habilitée accorde la permission à un aéronef étranger de survoler le territoire congolais ;

d) Autorisation de survol et d'atterrissage : acte par lequel l'autorité nationale habilitée accorde la permission à un aéronef étranger de survoler le territoire congolais et d'y atterrir ;

e) Autorisation permanente : autorisation concernant un ou plusieurs survols avec ou sans atterrissage établis sur une période qui ne saurait dépasser l'année civile. Elle est accordée sur la base de la réciprocité ;

f) Autorisation occasionnelle : autorisation concernant un survol fixé dans le temps, avec ou sans atterrissage. Elle est sollicitée pour les missions pour lesquelles aucune autorisation permanente ne peut être accordée;

g) Service aérien de transport public : tout service ayant pour objet le transport de personnes, de fret ou de courrier contre une rémunération ;

h) Survol : usage de l'espace aérien par un aéronef étranger avec ou sans atterrissage sur un aéroport congolais.

TITRE II : DU SURVOL ET DE L'ATTERRISSAGE DES AERONEFS CIVILS

Article 6 : Les autorisations de survol et/ou d'atterrissage des aéronefs civils sont accordées par le ministre chargé de l'aviation civile. Ce dernier peut, par voie réglementaire, déléguer cette compétence au directeur général de l'agence nationale de l'aviation civile.

TITRE III : DU SURVOL ET DE L'ATTERRISSAGE DES AERONEFS D'ETAT

Article 7 : La demande d'autorisation de survol, avec ou sans atterrissage, du territoire congolais par un aéronef d'Etat étranger, doit émaner des services compétents de l'Etat étranger concerné.

Elle doit être introduite, selon les procédures diplomatiques d'usage, soit auprès des représentations diplomatiques congolaises, soit directement auprès du ministère en charge des affaires étrangères qui la transmet, accompagnée, le cas échéant, de son avis, au ministre chargé de la défense nationale.

Article 8 : Les autorisations de survol et/ou d'atterrissage des aéronefs d'Etat sont délivrées par le ministre chargé de la défense nationale. Ce dernier peut, par voie réglementaire, déléguer cette compétence.

Article 9 : Les autorisations de survol et/ou d'atterrissage des aéronefs d'Etat peuvent être permanentes ou occasionnelles.

Article 10 : L'autorisation permanente ne concerne que les missions suivantes :

- transport de personnalités ;
- transport de personnes et/ou de matériel non sensible;
- transport de valise diplomatique lourde ;
- évacuation sanitaire ;
- opérations et exercices de recherche et de sauvetage.

Article 11 : L'aéronef inscrit sur une autorisation permanente de survol et d'atterrissage doit être signifié au ministère en charge de la défense nationale au moins 72 heures avant la mission envisagée. Le vol envisagé ne peut être effectué que lorsqu'une réponse favorable est donnée.

TITRE IV : DU SURVOL ET DE L'ATTERRISSAGE DES AERONEFS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Article 12 : Les autorisations de survol et/ou d'atterrissage des aéronefs du système des nations unies sont accordées par le ministre chargé des affaires étrangères. Ce dernier peut, par voie réglementaire, déléguer cette compétence.

Article 13 : Les autorisations de survol et/ou d'atterrissage des aéronefs du système des nations unies peuvent être permanentes ou occasionnelles.

TITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 14 : Les modalités d'application du présent décret sont fixées par voie réglementaire par le ministre chargé de l'aviation civile, le ministre chargé de la défense nationale et le ministre chargé des affaires étrangères.

Article 15 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 19 février 2014

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre d'Etat, ministre des transports,
de l'aviation civile et de la marine marchande,

Rodolphe ADADA

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération,

Basile IKOUEBE

Le ministre à la Présidence de la République
chargé de la défense nationale,

Charles Richard MONDJO

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

REVOCAATION

Décret n° 2014-236 du 21 mai 2014. Pour manquement grave au devoir de leur état, à l'honneur, à la discipline et à la délicatesse, les magistrats, dont les noms et prénoms suivent, sont révoqués de la magistrature congolaise avec droits à pension :

- **MBEMBA (Henri Bonaventure)**, magistrat de 3^e grade, 4^e échelon ;
- **KOMBILA MOUSSAVOU (Lucien Sosthène)**, magistrat de 3^e grade, 4^e échelon.

Le présent décret prend effet à compter de la date de sa signature.

NOMINATION

Décret n° 2014-237 du 21 mai 2014. Les magistrats dont les noms et prénoms suivent, sont nommés dans les juridictions et aux fonctions ci-après:

I - COUR SUPREME

Parquet Général

- Avocat général : **OSSIBI (Albert)**

II - COUR DES COMPTES ET DE DISCIPLINE BUDGETAIRE

1) Siège

Conseillers :

- **TATY MAKAYA (Edouard)**
- **BATCHY (Jean de Dieu)**

2) Parquet Général

- Avocat général : **NGOUALA (Ludovic)**

Substituts généraux :

- **MVIBOUDOULOU (Simon William)**
- **ITOUA ELENGA (Alain Crépin)**

III - COUR D'APPEL DE BRAZZAVILLE

1) Siège

- Premier président : **OBA (Christian)**
- Président de la cour criminelle : **M'FOUNA (Remi)**
- Président de la chambre sociale : **NGOMA MANNIONGUI (Christine)**

Conseillers :

- **ELANGUI (Séraphin)**
- **KOUESSALI (Jean Claude)**

2) Parquet général

- Procureur général : **MBITSI (Théophile)**
- Avocat général : **KOULANGOU (Ferdinand)**
- Substitut général : **MOUANDA MASSENDE (José Bosco)**

IV - COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE

1) Siège

- Vice-président : **OKOMBI (André Roger)**
- Président de la chambre sociale : **KITOKO-NGOMMA (Emmanuel)**
- Président de la chambre administrative : **MANTISSA (Catherine)**

Conseillers :

- **MABIALA MENAKOUNTIMA (Alphonse)**
- **KIBI (Ignace)**
- **MANKOU (Joseph)**
- **MOUANDA (Ernest)**
- **PAMBOU (Idriss Aloïse)**
- **LOUYA née BIKOUMOU MASSOLOLA (Joséphine)**
- **ONDONO (Romain Fernand)**

2) Parquet général

- Procureur général : **NKOUKOULI (Norbert)**

Substituts généraux :

- **MOBONGO (Paul Maxime)**
- **PINY -TALANTSY (Roger)**

V - COUR D'APPEL DE DOLISIE

Siège

- Conseiller : **MANKONDI (Jean Jacques)**

VI - COUR D'APPEL D'OWANDO

1) Siège

- Premier Président : **TATY (Pascal)**
- Conseiller : **NGOKO (Pierre)**

2) Parquet général

- Procureur général : **OKO (Albert)**

VII - COUR D'APPEL DE OUESSO

Siège

- Conseiller : **OPENGA (Gilbert)**

VIII - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BRAZZAVILLE

1) Siège

- Président de la 2^e chambre civile : **MOUTOU (Marcel)**

Juges :

- **AYESSA VENDZE (Edlin Jubelor)**
- **KOUBELO (Charles Clotaire Amour)**
- **MAMBOU (Gloire Ruidnel Loris)**
- **MBWILU-MATONDO (Rajiv Ivi)**
- **MILANDOU (Mildia Harold Cardorel)**
- **MILEME MBAMA (Boris Vianney)**
- **MINZELET (Estelle Nadège)**
- **NKONIMBE NGALA (Louisy Philonvie)**
- **NKOUKA MBELE (Herman Sévérin)**
- **NKOUKA TSAMBA (Nupcia Naïck)**
- **OBARA NGOLI (Reine Erneline)**
- **OMANA INGOBA (Espruzi Bechylléam)**
- **OYOMBO NTSAKA (Laureéna)**
- **TATY BAYONNE (Saul de Tarse)**
- **VOUEZOLO BONGAT (Tendance Prisca)**
- **MBOUMOUNGA (Véronique)**
- **TONI KOUMBA (Edson Wencelah)**
- **NDOUNDOU (Angèle)**

2) Parquet

- Procureur de la République adjoint : **GUENONI née YOKA (Stella Michelle)**

Substituts :

- **BABAKANA (Le Messie Geraula Onassis)**
- **BASSENGA FIELLOT T'OV (Fresnay)**
- **EBIENGA NDINGA (Mavy Chaldyne Jolivia)**
- **EOUSSA-NGONGO (Claude Viviane)**
- **JOLLY BOIS (Audrey Jamaïque)**
- **MANGUE KENGNE (Lorie)**
- **MBEMBA TALANTSI (Chancelle Nuptia Jokelese)**
- **MILANDOU (Lenda)**
- **ONKIRANKOUNI ESSANINI (Chareille Elodie)**
- **POMPAD (Monika Diane Jessica Soren)**

Instruction :

- Doyen des juges d'instruction : **NGOMBO (Jean)**
- Juge d'instruction du 2^e cabinet : **BOSSOUBA (Venceslas Xavier)**
- Juge d'instruction du 4^e cabinet : **BASONGISA MOUNDAYA (Amelin Christel Norphely)**

IX - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BRAZZAVILLE

1) Siège

- Président : **MAVOUNGOU (Jérôme Patrick)**
- Vice-président : **BOBONGO (Louis)**

Juges :

- **DIAMBOU BOUNKITA (Presley Dimitri)**
- **NGUIEMBI (Viguié Carmen)**
- **MISSIE (Nuptia Misline)**
- **NTOUNTA MAMBOU (Norcelly Honey)**

2) Parquet

- Procureur de la République : **NOUNGUINI (Roger)**
- Substitut : **MATOKO (Prince Amie)**

X - TRIBUNAL DU COMMERCE DE BRAZZAVILLE

Parquet

- Procureur de la République : **MOUKIAMA (Alix Romain)**

XI - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE POINTE-NOIRE

1) Sièges

- Président de la 3^e chambre civile : **SOUKOU (Jean Romain)**
- Président de la 2^e chambre correctionnelle : **EKOUNDZOLA (Christian)**
- Président de la 3^e chambre correctionnelle : **GAÏKO (Chyderique Vostel)**

Juges :

- **BABOUNGOU (Caroline Stevie Brusnelle)**
 - **BAKOULOU (Midène Blane)**
 - **DIANDAGA (Nina Roseline Nathalie)**
 - **ITOUA LAWAYA (Amouriche Zoderic)**
 - **IKAMBA NGOYA (Renaud)**
 - **LOHITOUUMA (Irma Michelle)**
 - **MAHOUNGOU (Avelle)**
 - **MOUNZEO IWANGOUS (Aimé Fiacre Saquaine)**
 - **NGASSOU (Princia Rykielle)**
 - **OSSOMBI (Karel Arian)**
 - **PEMBA TATY (Michel)**
 - **KANGA (Simphorien)**
 - **TCHIKAYA MOKANGO (Amour Régis)**
 - **MOUNGAMBOULOU (Amour Ruth)**
- Juge d'instruction du 2^e cabinet : **EBILIKA (Gervais)**
 - Juge d'instruction du 4^e cabinet : **TCHIBINDA KOKA (Gay Vertu)**

2) Parquet

Substituts :

- **ABANDZOUNOU NGUILI (Davy Laurien)**
- **BIAKALA (Christella Bellande Rodivine) épouse NKANZA**
- **DINGHAT (Dominique Arnaud Christ)**
- **EBEMBY AMBOMO ONDZE (Marel Fleuri)**
- **KITEMBO (Isidore)**
- **LEMBHET MISSONSA (Arlette Davyne)**
- **MABECKET MABONI ITSA (Hudel Belgenth)**
- **MAMONI GOMA (Jessica Valérie)**
- **MELANDA EBOUE (Habib Destin)**
- **MONKESSA (Judicaël)**
- **NGAKOSSO (Steave Arnaud)**
- **MBENGOU (Patrick Raymond)**

XII- TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POINTE-NOIRE

1) Sièges

- Président : **TENDY FANGO (Reno Weber)**
- Vice-président : **MAKAYA ZINGA (Melchi Grâce Vanessa)**

Juges :

- **ATABA (Roland)**
- **LAKI LAKA MBANI (Prince Rama)**

2) Parquet

- Procureur de la République : **TSIBI ITITI (Stéphanie Souvenirs)**
- Substitut du Procureur : **KAYA NZOUSSI (Andréa Claudine Stell)**

XIII- TRIBUNAL DU COMMERCE DE POINTE-NOIRE

- Président du Tribunal du Commerce de Pointe-Noire : **NGANGA (Gilles)**

XIV - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DOLISIE

1) Sièges

Juges :

- **NGOTO (Charden Bédié)**
- **NGUIMBI MANA (Jerry Lawson)**

Instruction

- 1^{er} cabinet : **BRAZ-TIABA-PASSY (Pasco)**

2) Parquet

Substituts :

- **OLLONGO ITOUA (Muller Penser)**
- **BADIABO ZAYOKA (Mireille Carine)**

XV - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SIBITI

1) Sièges

- Juge : **BOUNGOU MOUILA (Vlady Taffaric)**

2) Parquet

- Substitut : **MAMPAHA (Michel Wesfally)**

XVI - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'OYO

1) Sièges

Juges :

- **ATSOUTSOU AHOUE (Mondésire)**
- **BARALANGUI BIMBO (Christella Raïssa)**
- **DIMI ILOKI (Belva Christa)**
- **GAÏKO (Darian Bardin)**

2) Parquet

- Substitut : **ADZOBI (Yoebande Gloria)**

XVII - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MADINGOU

1) Sièges

- Président : **NKOULOU (Faustin Narcisse)**

Juges :

- **MABIALA BOUKAMA (Alain Joachim)**
- **MFIKOU KIMINO (Jaime Allegra Renish)**

2) Parquet

Substituts du Procureur :

- **MISSENGUE (Gilald Quefère Thurnin)**
- **SOUAMI (Seybault Régis Augèle)**

XVIII - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MOSSENDJO

1) Siège

- Président : **MAVOUNGOU TATI (Jean Paul)**
- Juge : **SAMBA (Anicet)**
- Juge d'Instruction : **MOUKOURI (Samier Chidao)**

2) Parquet

- Procureur de la République : **NTSOUMOU (Fall Edgar Michel)**
- Substitut : **KIBITI BAVOUEZA (Kardeck Defi)**

XIX - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MOUYONDZI

- Juge d'Instruction : **FOUTOU-BENZET (Barroux Fanoush Evaldon)**

XX - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'OWANDO

1) Siège

Juges :

- **NGAFOULA (Celes Gianel)**
- **NGALEBAYE (Calixte Brice)**

Instruction

- Premier cabinet : **TSETSA (Guy Saturnin)**

2) Parquet

Substituts du Procureur de la République :

- **MPAN GANDZIEN-OKANA (Melaine)**
- **GNENEKE (Patrick Steve)**

XXI - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'EWU

1) Siège

- Juge : **MOUNDOUH (Emmanuel Fortuné)**

2) Parquet

- Procureur de la République : **MOUELE MICKY (Sylvanist)**
- Substitut : **LEKOUETE (Justin Raudé)**

XXII - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'IMP-FONDO

1) Siège

- Juge : **BOMBETE (Serge)**

Instruction

- 2^e cabinet d'Instruction : **MILANDOU (Prosper)**

2) Parquet

- Substitut du Procureur de la République : **ANGARA (Charel Isaac)**

XXIII- TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DJAMBALA

Siège

- Juge : **C'KOUAYOUKOU (Rolland Wilfrid)**
- Juge d'Instruction : **ELION ZANGHA (Michaël Privat)**

XXIV - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MOSSAKA

Siège

Juges :

- **BOPONDZO LOUNGBAMOU (Serge Martinel)**
- **BOULOUKOUET KABAT (Mersch)**
- **BOUNDZOU (Christian Junior)**

XXV - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE KINKALA

1) Siège

Juges :

- **BANZOUZI NGOMA (Ulrich)**
- **MASSOUNGUILA (Anicet Tymoté)**

2) Parquet

Substituts du Procureur de la République :

- **MOUFOUTA (Christin Noriel Rachid)**
- **NZITOUKOULOU BANIAMAMBOU (Ferry Alex)**

XXVI - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GAMBOMA

1) Siège

Juges :

- **MOCKO (Rock Charly)**
- **TSAMBY LHAKHY (Lovane)**
- **N'GOUNGA (Fortuné Edgard Justin)**

2) Parquet

- Substitut du Procureur : **BAYISSA (Auriame Johanel)**

XXVII - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE OUESSO

1) Siège

Juges :

- **NGOULOU MOULLATH (Allélua)**
- **BIKA (Grâce Djebel Frison)**

2) Parquet

- Substitut du Procureur : **NGOUMA MAPACKA (Ulrich Dimitry)**

XXVIII : TRIBUNAUX D'INSTANCE**1) TRIBUNAUX D'INSTANCE DE BRAZZAVILLE****Tribunal d'Instance de Bacongo-Makélékélé**

- Représentant du ministère public : **AMONA (Annick Valia)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance de Poto-Poto / Mougali

- Représentant du ministère public : **MBOUASSA (Maurice)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance de Talangai

- Représentant du ministère public : **EBAKA MAYANGA (Hilfgott Alfred)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance de M'Filou

- Président : **ITOUA OKOMBI OKOUALA (Shaleur)** ;
- Représentant du ministère public : **MAVOUNGOU SOUAMI (Jean Baptiste)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance d'Ignié

- Représentant du ministère public : **OKASSA (Aristide)**, substitut du Procureur de la République.

2) TRIBUNAUX D'INSTANCE DE POINTE-NOIRE**Tribunal d'Instance de Tié-Tié**

- Représentant du ministère public : **OUETINIGUE (Frédéric)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance de Tchinouka

- Représentant du ministère public : **MONKESSA (Judicaël)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance de Nzassi

- Représentant du ministère public : **MABECKET MABONI ITSA (Hudel Belgenth)**, substitut du Procureur de la République.

3) TRIBUNAL D'INSTANCE DE MAKOUA

- Représentant du ministère public : **GOKABA ONANGA POUROU**, substitut du Procureur de la République.

4) TRIBUNAUX D'INSTANCE DE DOLISIE**Tribunal d'Instance de FOUNDOU-FOUNDOU**

- Président : **KOUPENA (Philippe)**

- Représentant du ministère public : **MAVOUNGOU (Laure Aurelie Gwladis)**, substitut du Procureur de la République.

Tribunal d'Instance de YOULOU POUNGUI

- Président : **MBONGO (Samuel Ulrich)**
- Représentant du ministère public : **OLLONGO ITOUA (Muller Penser)**, substitut du Procureur de la République.

5) TRIBUNAL D'INSTANCE DE MAKABANA

- Représentant du ministère public : **MOUYOUNGA (Ulrich)**, substitut du Procureur de la République.

6) TRIBUNAL D'INSTANCE DE NKAYI

- Représentant du ministère public : **MISSENGUE (Gilald Quefère Thurnin)**, substitut du Procureur de la République.

Le présent décret prend effet à compter de la date de sa signature.

PARTIE NON OFFICIELLE**- ANNONCES -****ANNONCES LEGALES**

Etude de Maître GONOCK - MORVOZ
NOTAIRE

Tél.: 06.605.40.40/05.046.00.00

Maître GONOCK - MORVOZ, Notaire, Titulaire d'un office notarial en la Résidence de Brazzaville, République du Congo, y demeurant la susdite ville sur 172, Rue Pavie, centre-ville, soussigné

Brazzaville, le 8 mai 2014

OBJET : Annonce légale

En ce jour a été créée une société à responsabilité limitée unipersonnelle, sous la dénomination de " CONGO-CAMEROUN-EUROPE INDUSTRIE" en sigle "C.C.E.I. - SARLU", établie par mes soins au rang des minutes, une société au capital social de francs CFA d'un million, ayant son siège social fixé à Brazzaville sur 54 de la rue Berlioz à Bacongo, immatriculée : au RCCM BZV/14 B 4930, au NIU : M2014110000365120, au SCIET : 1599854015, au SCIEN : 1599854.

Maître GONOCK-MORVOZ
172, rue Pavie (derrière l'école Mfoa)
Centre-ville - Brazzaville
REPUBLIQUE DU CONGO

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal, SA
88, avenue du Général de Gaulle - B.P.: 1306,
Pointe-Noire, République du Congo
T. (242) 05.534.09.07/22.294.58.98/99,
www.pwc.com

Société de conseil fiscal - Agrément CEMAC NSCF 1
Société de conseils juridiques
Société anonyme avec Conseil d'administration
au capital de FCFA 10 000 000. RCCM - Pointe-
Noire N° CG/PNR/09 B 1015.
NIU M2006110000231104

SICIM S.p.A - Succursale du Congo
Siège social : quartier centre-ville
Villa 150, avenue Stéphane TCHITCHELE
Pointe-Noire, République du Congo
R.C.C.M. : CG/PNR/12 B 594

Aux termes du procès-verbal du Conseil d'adminis-
tration du 30 novembre 2011, reçu au rang des
minutes de Maître Salomon LOUBOULA, notaire à
Brazzaville, le 17 janvier 2012, enregistré à Pointe-
Noire (recette de Pointe-Noire centre), le 20 janvier
2012, sous le n° 672, folio 014/4, il a été décidé d'im-
matriculer une succursale dont les caractéristiques
sont les suivantes :

1. Dénomination sociale : SICIM S.p.A - Succursale
du Congo
2. Forme juridique : Succursale
3. Siège social : Quartier centre-ville, villa 150,
Avenue Stéphane Tchitchelle, Pointe-Noire, Congo
4. Objet social : la société a pour objet :
 - exécution de tous travaux nécessaires pour
la pose de canalisations industrielles dans la
construction et le montage de méthanoducs, oléo-
ducs, réseaux de distribution de l'eau similaires ;
 - construction de routes, tunnels et terrassements ;
 - exécution de tous les travaux de maçonnerie et
en béton armé inhérent au bâtiment de ville et
campagne ;
 - fabrication et vente de béton ;
 - construction de canalisation et de barrages en
béton et en terre ;
 - location d'engins à des tiers, exécution de relevés
et travaux topographiques spéciaux ;
 - consultation et assistance aux tiers ;
 - financement et coordination technique et finan-
cière à l'égard des sociétés et d'organismes ;
 - réalisation de crédits-baux (leasing) ;
 - concession de cautions et de garanties également
à des tiers.

5. Durée de la succursale : 2 années

6. Administration et gestion : Aux termes du procès-
verbal du Conseil d'administration du 30 novembre
2011, reçu le 17 janvier 2012 au rang des minutes de

Maître Salomon LOUBOULA, Notaire à Brazzaville,
enregistré à Pointe-Noire (Recette de Pointe-Noire) le
20 janvier 2012, sous le numéro 672, folio 014/4, il
a été notamment décidé de nommer Madame Paola
BALLA, en qualité de représentant légal.

Pour avis,
Le Représentant

DECLARATION D'ASSOCIATIONS

Création

Département de Brazzaville

Année 2014

Récépissé n° 110 du 18 mars 2014. Décla-
ration au ministère de l'intérieur et de la décentralisa-
tion de l'association dénommée : "**MOUVEMENT UNI
DE LA SAPE AU CONGO ACTIF DANS LE DEVENIR
DES INNOVATIONS SCIENTIFIQUES**", en sigle "**MUS-
CADINS**". Association à caractère social. *Objet* : culti-
ver l'esprit de solidarité et d'assistance entre les mem-
bres ; contribuer au développement socio-culturel de
la Lékoumou. *Siège social* : n° 51, rue Mbondzi,
Moukoundzi-Ngouaka, Makélékélé, Brazzaville. *Date
de la déclaration* : 17 décembre 2013.

Récépissé n° 200 du 28 avril 2014. Décla-
ration au ministère de l'intérieur et de la décentralisa-
tion de l'association dénommée : "**EGLISE DU ROYAU-
ME DU DIEU CREATEUR**", en sigle "**E.R.D.C.**".
Association à caractère religieux. *Objet* : diffuser et
propager la parole de Dieu dans le monde entier selon
les Saintes Ecritures contenues dans la Bible ; intercè-
der et délivrer au nom de Jésus Christ, les âmes capti-
vées ; promouvoir les œuvres sociales et philanthro-
piques. *Siège social* : n° 40, rue 18 mars, Mikalou,
Talangai, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 24 avril
2014.

Récépissé n° 205 du 30 avril 2014. Décla-
ration au ministère de l'intérieur et de la décentralisa-
tion de l'association dénommée : "**MINISTERE D'E-
VANGELISATION SAINTE THERESE**", en sigle
"**M.E.S.T.**". Association à caractère religieux. *Objet* :
préparer spirituellement les chrétiens à être en com-
munion avec Christ ; prêcher et interpréter objective-
ment aux croyants les Saintes Ecritures ; prêcher la
Parole de Dieu et guérir les malades. *Siège social* :
n° 61, rue Kimongo, Talangai, Brazzaville. *Date de la
déclaration* : 29 avril 2014.

Année 2010

Récépissé n° 058 du 6 avril 2010. Déclara-
tion au ministère de l'intérieur et de la décentralisation
de l'association dénommée : "**MUTUELLE LES FEM-
MES SUBLIMES**", en sigle "**M.F.S.**". Association à
caractère social. *Objet* : développer la solidarité et

l'entraide entre les membres et leurs familles. *Siège social* : n° 200 bis, rue Lénine, Ouenzé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 20 juin 2008.

Année 2009

Récépissé n° 240 du 20 juillet 2009. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**EGLISE SALUT DU CHRIST**", en sigle "**E.S.C.**". Association à caractère cultuel. *Objet* : encourager la communion fraternelle, les échanges entre les membres en développant le caractère de l'amour en tant que commandement du Seigneur et base fondamentale de l'expression de la foi d'où l'interpellation des membres en frères et sœurs en Christ. *Siège social* : n° 183, rue Ankou, Talangaï, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 11 décembre 2002.

Année 2002

Récépissé n° 450 du 19 décembre 2002. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : "**ASSOCIATION CHRETIENNE POUR LA PAIX PAR LA PRIERE - SILOE**", en sigle "**ACPPS.**". Association à caractère religieux. *Objet* : régénérer l'homme par la prière ; participer à la formation civique et morale des citoyens par la diffusion des valeurs positives ; promouvoir la paix, la concorde et

la cohésion nationales par la culture de l'amour du prochain et l'esprit de solidarité. *Siège social* : n° 05, rue 5 juin 1997, quartier Thomas SANKARA, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 15 novembre 2002.

MODIFICATION

Année 2014

Récépissé n° 008 du 14 mai 2014. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation certifie avoir reçu du président de l'association dénommée : "**COMMUNAUTE EVANGELIQUE PAROLE DE VIE**", en sigle "**C.E.P.V.**", précédemment reconnue par récépissé n° 352 du 6 novembre 2007, une déclaration par laquelle sont communiqués les changements intervenus au sein de ladite association. Association à caractère cultuel. *Ayant pour objectifs* : rendre un culte agréable à Dieu, en esprit et en vérité ; annoncer l'évangile tant aux païens qu'aux chrétiens afin d'affermir leur union avec le Seigneur ; promouvoir l'unité de toute l'église en tant que corps du Christ en favorisant l'unité et la communion fraternelle ; assurer une cohésion parfaite entre les membres, tant dans les moments de joie que dans le malheur. **Nouveau Siège social** : n° 38, rue Souanké, Mikalou, Talangaï, Brazzaville. *Date de la déclaration*: 8 novembre 2013.

Imprimé dans les ateliers
de l'Imprimerie du Journal Officiel
B.P.: 2087 Brazzaville

